

**Communiqué de la troisième réunion de haut niveau du Mécanisme Régional de Suivi
de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République
Démocratique du Congo et la Région**

Addis-Abeba, le 31 janvier 2014

Nous, signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région, avons tenu la troisième réunion du Mécanisme Régional de Suivi le 31 janvier 2014 à Addis-Abeba, en Éthiopie, en marge du 22ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine. Cette réunion a été organisée conjointement par la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, S.E Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, et le Secrétaire général des Nations Unies, S.E M. BAN Ki-moon, qui était représenté par son adjoint, S.E M. Jan Eliasson.

Les Chefs d'État et de Gouvernement ou les représentants des pays signataires suivants ont participé à la réunion:

La République Démocratique du Congo,
La République de l'Angola,
La République du Burundi,
La République Centrafricaine,
La République du Congo,
La République du Kenya,
La République du Rwanda,
La République d'Afrique du Sud,
La République du Soudan du Sud,
La République du Soudan,
La République Unie de Tanzanie,
La République de l'Ouganda et
La République de la Zambie

Les représentants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et ceux de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ont également pris part aux délibérations.

Nous avons réaffirmé que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération reste un mécanisme effectif et viable pour la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en République Démocratique du Congo et dans la région, et nous avons renouvelé notre engagement pour sa mise en œuvre.

Nous avons réaffirmé notre attachement à la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les pays de la région.

Nous avons accueilli favorablement la République du Kenya et la République du Soudan comme nouveaux Membres de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Nous avons approuvé le Plan d'action pour la mise en œuvre des engagements régionaux pris au titre de l'Accord-cadre, et avons félicité le Comité d'Appui Technique pour l'élaboration dudit plan sous la coprésidence de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations Unies.

Nous avons appelé à la mise en œuvre immédiate du Plan d'action et avons demandé au Comité d'Appui Technique de soumettre, par le biais de l'Envoyée spéciale de l'Organisation des Nations Unies, Mme Mary Robinson, et du Représentant spécial de l'Union Africaine pour la Région des Grands Lacs, Ambassadeur Boubacar Diarra, un rapport d'évaluation sur sa mise en œuvre lors de notre prochaine réunion.

Nous avons convenu de continuer à mener des efforts concertés, à travers une approche multidimensionnelle, pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre, y compris à travers un dialogue politique large sur des sujets d'intérêts communs. Nous avons également convenu de nous pencher davantage sur les initiatives de développement, particulièrement celles en faveur des femmes et des jeunes. A cet égard, nous avons endossé l'initiative de l'Envoyée spéciale de l'Organisation des Nations Unies, Mme Mary Robinson, d'organiser avec la CIRGL un Forum sur l'investissement du secteur privé. Nous avons également salué le lancement par Mme Mary Robinson de la *Plateforme des femmes pour l'Accord-cadre*, afin de combattre les violences faites aux femmes et de promouvoir les moyens de subsistance durable et les efforts de développement dans la région.

Nous avons accueilli favorablement les récents développements dans l'Est de la RDC et avons salué les efforts conjoints des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO). Nous avons félicité S.E. M. Joseph Kabila, Président de la République Démocratique du Congo, et son Gouvernement pour leurs efforts visant à réformer le secteur de la sécurité et nous les avons encouragé à faire des progrès dans la mise en œuvre des engagements nationaux pris au titre de l'Accord-cadre, y compris à travers le renforcement du Mécanisme National de Suivi.

Nous avons noté que la situation dans l'Est de la RDC restait fragile et avons exhorté le Gouvernement de la République Démocratique du Congo à étendre, sans tarder, l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et à renforcer davantage les services de sécurité et les institutions judiciaires.

Nous avons par ailleurs appelé les pays de la région à coopérer et à prendre les mesures nécessaires pour neutraliser les groupes armés illégaux, combattre l'impunité pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, violences sexuelles liées aux conflits et autres violations flagrantes des droits de l'homme, et à mener des actions appropriées contre les personnes visées par le régime de sanctions des Nations Unies.

Conscient du fait que la situation actuelle représente une opportunité majeure pour la paix et la stabilité, nous avons appelé à des efforts concertés pour soutenir les progrès réalisés et les traduire en dividendes de la paix et en de meilleures conditions de vie pour les populations de la République Démocratique du Congo et de la région.

Nous avons demandé à tous les groupes armés en République Démocratique du Congo et dans la région de cesser immédiatement leurs activités, de déposer les armes, et de poursuivre leurs objectifs légitimes par des moyens politiques pacifiques.

Nous avons salué la conclusion positive du Dialogue de Kampala et le rôle positif joué par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, ainsi que par la Communauté de développement de l'Afrique australe. Nous avons reconnu le rôle joué par le médiateur, S.E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, ainsi que celui du

facilitateur, le Docteur Crispus W. Kiyonga, en faveur de la conclusion du Dialogue de Kampala et les avons félicité pour leurs efforts.

Nous en avons appelé aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à la CIRGL, à la SADC et aux autres partenaires internationaux pour soutenir les efforts du mécanisme national prévu dans le cadre du Dialogue de Kampala pour faciliter la mise en œuvre des points d'accord et accélérer les mesures visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit dans la région.

Nous avons accueilli favorablement la tenue du Sommet conjoint de la CIRGL et de la SADC, à Pretoria, en Afrique du Sud, le 4 novembre 2013, et avons encouragé les deux organisations à poursuivre leurs efforts conjoints en soutien à l'Accord-cadre.

Nous avons félicité le nouveau président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, S.E. M. José Eduardo dos Santos, Président de la République d'Angola, et l'avons encouragé à poursuivre les efforts de son prédécesseur, le Président Museveni, et à faire usage des instruments de la CIRGL pour la promotion de la paix, la coopération et la stabilité dans la région.

Nous avons exprimé notre gratitude à l'équipe d'Envoyés spéciaux sous la coordination de Mme. Mary Robinson pour leurs inlassables efforts diplomatiques dans la région. Nous avons demandé à l'Envoyée spéciale, Mme Mary Robinson, de mener, dans les meilleurs délais, des consultations auprès des signataires de l'Accord-cadre sur les modalités de discussions plus approfondies entre les Chefs d'États de la région, pour une mise en œuvre effective du Plan d'action, en particulier les activités prioritaires, et de faire rapport à la prochaine réunion du Mécanisme Régional de Suivi.

Nous avons également demandé au Gouvernement de la République Démocratique du Congo, ainsi qu'aux Gouvernements des pays voisins, de poursuivre, avec le soutien des partenaires régionaux et internationaux, leurs efforts visant à créer les conditions nécessaires au retour librement consenti des réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions de sécurité, ainsi qu'à leur réintégration sociale, conformément au droit humanitaire international et aux droits de l'homme.

Nous avons exprimé notre préoccupation au sujet des événements déplorables survenus le 15 décembre à Juba, en République du Soudan du Sud, suivis par une escalade du conflit et une détérioration de la situation humanitaire. Nous avons condamné toute tentative anticonstitutionnelle de changement du gouvernement légitimement élu de la République du Soudan du Sud par le recours à la force. Nous avons salué la signature, le 23 janvier 2014 à Addis-Abeba, de l'Accord de cessez-le-feu et de l'Accord sur le Statut des détenus entre le Gouvernement de la République du Soudan du Sud et les forces de l'opposition *du Sudan People's Liberation Movement/Army (SPLM/A)*, grâce à la facilitation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

Nous avons exprimé notre profonde préoccupation face à la situation qui prévaut en République centrafricaine et avons exhorté les parties concernées à coopérer pleinement avec le Gouvernement de transition. Nous avons accueilli favorablement l'élection de Madame Catherine Samba-Panza comme Présidente de la transition et avons appelé toutes les parties à œuvrer de bonne foi pour mettre fin au conflit et promouvoir la réconciliation nationale. Nous avons salué les efforts de la Mission internationale de soutien à la République centrafricaine sous mandat de l'Union Africaine, appuyée par les forces françaises autorisées par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Nous

avons salué le soutien apporté par les pays de la région, y compris à travers la Communauté économique des états de l'Afrique centrale.

Nous avons décidé d'un commun accord de tenir notre prochaine réunion en septembre 2014, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous avons présenté nos condoléances au Peuple et au Gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour le décès de Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud.

Enfin, nous avons exprimé notre reconnaissance à la Présidente de la Commission de l'Union Africaine et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour avoir conjointement organisé cette troisième réunion du Mécanisme Régional de Suivi, et avons exprimé notre gratitude à tous ceux qui ont contribué au succès de ce Sommet.

Addis-Abeba, le 31 janvier 2014